



**Réaction de la CIPR /du Comité de
coordination
aux avis transmis sur le projet de
PGRI 2014**

Internationale
Kommission zum
Schutz des Rheins

Commission
Internationale
pour la Protection
du Rhin

Internationale
Commissie ter
Bescherming
van de Rijn



Editeur:

Commission Internationale pour la Protection du Rhin (CIPR)
Kaiserin-Augusta-Anlagen 15, D 56068 Coblenz
Postfach 20 02 53, D 56002 Coblenz
Téléphone +49-(0)261-94252-0, téléfax +49-(0)261-94252-52
Courrier électronique: sekretariat@iksr.de
www.iksr.org

Réaction de la CIPR /du Comité de coordination aux avis transmis sur le projet de PGRI 2014

Situation de départ

Le présent document fait la synthèse des trois avis sur le projet de PGRI, que la CIPR a reçus jusqu'au 22 juin 2015.

1. *Waterschap Rijn en IJssel (aux Pays-Bas pour la partie A et en Allemagne y compris PGRI Rhin NRW et secteur de travail 'Delta du Rhin')*
2. *Wasser- und Schifffahrtsverwaltung des Bundes - WSV (Administration allemande des eaux et de la navigation)*
3. *WWF Pays-Bas*

L'annexe comprend les avis complets de la Waterschap Rijn en IJssel et de la WSV.DE. Le 3^e avis se retrouve complètement dans le point 2 du document.

1. Réactions exprimées en réunion « NGO(1)15 » du 9 juin 2015

- a) La Hochwassernotgemeinschaft Rhein a remercié la CIPR de lui avoir donné la possibilité de participer à l'élaboration du PGRI et aux travaux du GT H. L'HWNG Rhein souhaiterait cependant être associée aux travaux au niveau national à un stade plus précoce.

Accord :

La délégation allemande au sein du GT H (CIPR) a été priée de clarifier cette problématique en interne, celle-ci ne pouvant pas être thématiquée au niveau du PGRI international, partie A.

Une mention générale sur l'association du public à un stade aussi précoce que possible aux travaux de planification des mesures, c'est-à-dire de tous les acteurs concernés via des parrainages 'Inondation' par ex., a été ajoutée au chapitre 4.2. Cette association devrait viser à sensibiliser les populations à la problématique des inondations et à les convaincre de la nécessité de prendre des mesures de prévention contre les inondations, afin que ces mesures puissent être réalisées plus rapidement (voir page 17 du PGRI).

- b) La HWNG Rhein considère le nouvel Atlas du Rhin 2015 comme un bon outil de sensibilisation pour maintenir à un niveau élevé ou renforcer la prise de conscience du risque d'inondation dans le bassin du Rhin. Elle rappelle le rôle important que jouent les partenariats « Inondation » dans la prévention des inondations. Elle regrette cependant que de nombreuses mesures (les mesures de rétention en premier lieu) du PAI ne soient pas encore réalisées et qu'à l'heure actuelle le potentiel de rétention des crues sur le Rhin n'ait pas encore été totalement exploité. Il convient d'analyser ce potentiel plus précisément dans son intégralité.

Accord :

Il a été fait mention du rôle important que jouent les partenariats « Inondation » mis en place sur différents tronçons du Rhin et de la Moselle (voir ajustement au chapitre 4.2, point 3, à la page 18 du PGRI).

Il s'agit ici du premier Plan de gestion des risques d'inondation établi au titre de la DI. Les mesures restant à mettre en œuvre d'ici 2015 dans le cadre du Plan d'Action contre les Inondations sont déjà intégrées dans le premier PGRI et les plans consécutifs (voir annexes 11-1 et 11.2).

Le GT H a convenu d'ajouter le passage suivant (PGRI p. 17, 1^{er} paragraphe) relatif à l'analyse et à l'éventuelle exploitation ultérieure des potentialités de rétention des eaux (dans leur totalité) :

« En regard du changement climatique et du fait que les écosystèmes fluviaux proches du naturel ont une capacité de résilience plus forte que les hydrosystèmes artificialisés, on effectuera dans un premier temps - sur la base des études disponibles dans les Etats et les Länder - un relevé général des mesures supplémentaires envisageables sur le Rhin pour abaisser les niveaux d'eau. »

- c) WWF-CH et AK Wasser/BBU suggèrent de combiner plus étroitement les mesures de protection contre les inondations et les mesures écologiques d'extension du milieu alluvial, par exemple dans le cadre des mesures de rétention.

Accord :

Le texte sur les synergies figurant dans le chapitre sur les « mesures de coordination de la DI et de la DCE » (voir chapitre 4.1, 4^e paragraphe, page 16) a été élargi. Il est ajouté en outre dans le chapitre 4.4 un renvoi aux termes « restaurations écologiques » figurant au chapitre 4.1 (page 21, 1^{er} point).

2. Autres avis écrits

- a) **Waterschap Rijn en IJssel** ([voir avis complet en annexe 1](#))

La Waterschap Rijn en IJssel a envoyé au secrétariat de la CIPR un avis comportant les souhaits de modification suivants :

1. Il manque une analyse détaillée des effets transfrontaliers. Il manque également des informations sur les risques d'inondation transfrontaliers pour lesquels il convient de prendre des mesures transfrontalières.
2. Un autre exemple positif de coopération transfrontalière à mentionner dans le PGRI serait celui des (futurs) travaux du Groupe de travail Inondations DE-NL qui étudie le risque d'inondation dans le long terme pour les zones de digues circulaires sur le Rhin inférieur.
3. La consolidation des digues manque dans le Plan. Cette mesure a cependant des impacts transfrontaliers et devrait être coordonnée au niveau international. Elle devrait être intégrée dans le Plan comme ceci est fait pour les mesures d'abaissement du niveau d'eau.

Accord :

À propos du point 1, le GT H signale que le PGRI de la CIPR (chap. 4.1, point 2) indique précisément que les informations sur les mesures régionales à effet transfrontalier doivent être échangées dans un premier temps en bilatéral (par ex. au sein du groupe de travail germano-néerlandais) ou en trilatéral (par ex. dans le cadre de la commission

fluviale de la Moselle et de la Sarre). Le cas échéant, ces mesures doivent être coordonnées à un niveau bilatéral ou trilatéral en vue d'une solution commune. Dans ce contexte, le GT H rappelle les analyses de risque détaillées et les études effectuées par le groupe DE-NL 'Inondations' sur les effets transfrontaliers des mesures.

A propos du point 2, il a été convenu au sein du GT H de mentionner au chap. 4.2, page 17, le groupe de travail germano-néerlandais 'Inondations' comme autre exemple de bonne coopération transfrontalière.

On a convenu pour le point 3 d'ajouter dans les mesures de protection contre les inondations figurant dans le chapitre 4.1 « Coordination internationale des mesures » celles consistant à coordonner la consolidation des digues (cf. page 15).

b) Generaldirektion Wasserstraßen und Schifffahrt, Außenstelle SüdWest, Süd- und West (voir avis complet du WSV.DE en annexe 2)

Les points revendiqués sont les suivants :

1. Pas de perturbation des voies navigables/du trafic fluvial par des mesures du PGRI.
2. Les mesures sur les voies navigables fédérales doivent recueillir l'approbation de la « Generaldirektion Wasserstraßen und Schifffahrt, Außenstellen SüdWest, Süd- und West ».

Accord :

Le GT H a convenu d'incorporer dans le PGRI les points purement rédactionnels évoqués par le WSV.DE, comme par ex. l'orthographe correcte des noms et l'ajout de liens internet.

D'autres aspects évoqués concernent la législation nationale allemande et sont à régler à ce niveau national et non au niveau international du PGRI du DHI Rhin (partie A).

c) WWF - Pays-Bas

Aux Pays-Bas comme dans les Etats situés plus en amont, la tradition veut que l'on recoure, parallèlement à des mesures d'équipement conventionnelles, à des solutions naturelles/gagnant-gagnant/écologiques comme le programme 'Espace pour le fleuve'. Il ne ressort pas du Plan de gestion des risques d'inondation que cette tendance devrait également se poursuivre à l'avenir. Le WWF Pays-Bas recommande à la CIPR d'accorder en 2016 dans son programme de travail une plus grande attention à l'échange d'expériences des Etats en matière de mesures intégrées de protection contre les inondations, par ex. dans le cadre d'un atelier.

Accord :

Cette requête du WWF Pays-Bas - également exprimée dans d'autres avis d'ONG - a été développée plus en détail à la page 16 de la nouvelle version du PGRI. Il est fait référence en outre au chapitre 4.1. à la page 21.

L'organisation d'un tel atelier sur les synergies entre les mesures importantes pour la mise en œuvre de la DI et de la DCE devrait figurer comme nouvelle tâche dans le programme de travail 2016-2021 de la CIPR.

Annexe - Texte intégral des avis

Annexe 1 - Waterschap Rijn en IJssel (PGRI du DHI Rhin, partie A) (en NL)



53

23 JUNI 2015

Ministerie van Infrastructuur en Milieu
Directie Participatie
Postbus 30316
2500 GH DEN HAAG

Verzenddatum: 22 juni 2015
Nummer: 15.06531
Uw brief van: --
Uw kenmerk: --
Onderwerp: Inspraakreactie ontwerp Overstromingsrisico-beheerplan van het internationaal Rijn district deel A, ICBR

Projectnummer:

Contactpersoon: Y. Graafsma
Telefoon: +31314369739
E-mail: y.graafsma@wrij.nl
Kopie aan: auteur
Bijlage(n):

Geachte heer/mevrouw,

Als waterschap met een waterbeheergebied dat is gelegen aan de Duits-Nederlandse grens hebben wij veel interesse in, en belang bij het waterbeheer dat door uw ministerie en de overige waterbeheerinstanties in de stroomgebieden van de verschillende grensoverschrijdende rivieren en beken wordt gevoerd. De Europese Richtlijn Overstromingsrisico's (ROR) vormt een belangrijke basis voor de aanpak die hierbij aan weerszijden van de landsgrens is gekozen. Op grond van deze richtlijn zijn zowel aan Nederlandse als aan Duitse zijde de hoogwaterrisicomanagementplannen ter inzage gelegd.

Een belangrijk aandachtspunt voor het waterschap is de problematiek van de grensoverschrijdend gebieden langs de Rijntakken van Bislich (D) tot aan Doesburg (NL). In dit gebied zorgen Duitse dijken mede voor de bescherming van Nederlands grondgebied. Een dijkdoorbraak aan Duitse zijde kan een zeer grote overstroming van Nederlands gebied tot gevolg hebben - voor een groot deel in het beheergebied van ons waterschap. Vandaar dat wij belang hechten aan een goede uitwisseling van informatie, afstemming van beleid en zo mogelijk samenwerking bij de uitvoering van maatregelen. In de afgelopen jaren heeft deze samenwerking zich op een positieve manier ontwikkeld. Wij willen hiertoe o.a. verwijzen naar het werk van de Duits-Nederlandse Arbeidsgruppe Hochwasser, waarin we samen met u en andere Nederlandse en Duitse waterbeheerders zorgen voor kennisuitwisseling en afstemming van de plannen die we aan beide zijden van de grens opstellen.

Voor het beheergebied van ons waterschap voorzien wij nog een verdere ontwikkeling in de inzichten van overstromingsrisico's, ook voor de grensoverschrijdende regionale wateren. Bij het uitvoeren van de berekeningen werken we graag samen met de naburige Duitse overheden. In de komende planperiode zullen we dit verder verkennen - mogelijk vormt dit aanleiding om tijdens de planperiode de overstromingskaarten voor het regionale systeem aan te passen.

Bezoekadres: Liemersweg 2, 7006 GG Doetinchem | **Postadres:** Postbus 148, 7000 AC Doetinchem
Tel.: 0314-369 369 | **Fax:** 0314-343 258 | **E-mail:** waterschap@wrij.nl | **Internet:** www.wrij.nl | **Bank:** 63.67.57.331

Swiftadres: NWABNL2G | **IBAN:** NL68 NWAB 06367573 31 | **BTW nummer:** NL 805432759B01 | **KvK** 09212548

Specifiek willen wij reageren op het **ontwerp Overstromingsrisicobeheerplan van het internationaal Rijndistrict (deel A)** van de ICBR. Dit plan beschrijft de overkoepelende maatregelen gericht op grensoverschrijdende effecten.

1. Het ontwerpplan benoemt de reductie van bestaande risico's als doelstelling voor hoogwaterbeheer. Vanuit de bovengenoemde problematiek onderschrijven wij dit doel van harte. Wij missen in het ontwerpplan echter een nadere analyse die aangeeft waar er specifiek grensoverschrijdende effecten zijn, en waar er overstromingsrisico's zijn die grensoverschrijdende (afstemming over) maatregelen vergen. Wij zouden dit graag toegevoegd willen zien.

2. Samen met de partners in de Arbeitsgruppe Hochwasser gaan wij een onderzoek uitvoeren naar lange termijn overstromingsrisico's voor de grensoverschrijdende dijkringen langs de Niederrhein. Dit onderzoek zou naar onze mening benoemd moeten worden in het ontwerpplan, niet alleen vanwege de inhoudelijke relevantie maar ook als voorbeeld van (goede) grensoverschrijdende samenwerking.

3. Verder missen wij 'dijkversterking' als maatregel voor de beperking van grensoverschrijdende effecten. In de grensregio speelt dit zoals genoemd een grote rol. U noemt in het ontwerpplan het uitvoeren van waterstandsverlagende maatregelen en werkt dit ook uit in paragraaf 4.4 en de bijlagen 8.1 en 8.2. Dijkversterking zien wij echter in uw plan niet of nauwelijks terugkomen. Ook in de huidige situatie worden er door de waterschappen en de Duitse overheden al dijkmaatregelen uitgevoerd die (mede) tot doel hebben om de grensoverschrijdende risico's te verminderen. Wij hechten er aan dat ook deze (categorie) maatregelen wordt benoemd en uitgewerkt, op een vergelijkbare wijze zoals dat ook voor waterstandsverlagende maatregelen is gedaan. Het overstromingsrisicobeheerplan kan zo eveneens fungeren als een middel om de voortgang van deze grensoverschrijdende maatregelen te volgen.

Tot slot: Wij onderschrijven het belang van het verder inzicht verkrijgen, kennis uitwisselen en afstemmen van maatregelen ten behoeve van een veilige grensoverschrijdende regio. Wij blijven daar vanuit onze (gebieds)kennis en ervaring graag een bijdrage aan leveren.

Hoogachtend,

het college van dijkgraaf en heemraden,



drs. C. Roos
secretaris-directeur

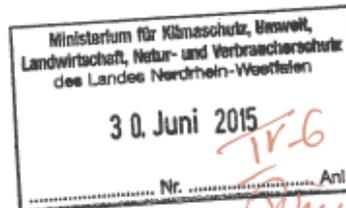


drs. H.Th.M. Pieper
dijkgraaf

Waterschap Rijn en IJssel (PGRI de NRW, du delta du Rhin et du DHI Rhin) (en D)



MKUNLV
De heer E. Buschhüter
Schwannstraße 3
D-40476 DÜSSELDORF



23 JUNI 2015

Verzenddatum: 22 juni 2015
 Nummer: 15.06533
 Uw brief van:
 Uw kenmerk:
 Onderwerp: Inspraakreactie
 Entwurf HWRMP Rhein,
 Deltarhein, NRW

Projectnummer:

Contactpersoon: Y. Graafsma
 Telefoon: +31314369369
 E-mail: y.graafsma@wrij.nl
 Kopie aan: auteur
 Bijlage(n): -

Sehr geehrter Herr Buschhüter,

Als Wasserbehörde mit einem an der deutsch-niederländischen Grenze gelegenen Verwaltungsgebiet haben wir besonderes Interesse an den vom MKUNLV und den zuständigen Wasserbehörden verfolgten wasserwirtschaftlichen Zielsetzungen für die Einzugsgebiete der grenzüberschreitenden Bäche und Flüsse. Die Europäische Hochwasserrisikomanagement-Richtlinie (HWRM-RL) bildet dabei die Grundlage für die von den Ländern gewählte Vorgehensweise bei Hochwasserrisiken. Gemäß dieser Richtlinie wurden auf niederländischer und deutscher Seite Hochwasserrisikomanagementpläne zur Einsicht und Stellungnahme ausgelegt.

Dieses Schreiben enthält unsere Stellungnahmen zum Entwurf des Hochwasserrisikomanagementplans Rhein NRW mit Beitrag für das Teileinzugsgebiet Deltarhein NRW sowie zum Entwurf des Hochwasserrisikomanagementplans für die Internationale Flussgebietseinheit Rhein, Teil A der IKSR.

Wir befürworten den Inhalt der HWRM-Pläne und der beigefügten Karten. Am grenzüberschreitenden Informationsaustausch zu Methoden und Herangehensweisen waren wir maßgeblich beteiligt. Der Austausch zu den regionalen Gewässern fand im Rahmen eines Treffens mit der Bezirksregierungen Münster und Düsseldorf am 25. April 2013 statt. Der Informationsaustausch zum Rhein fand in der "Arbeitsgruppe Hochwasser" statt.

Stellungnahme zum Entwurf Hochwasserrisikomanagementplan Rhein NRW

1. Die grenzüberschreitenden Gebiete entlang der Rheinarme von Bislich (D) bis Doesburg (NL) sind für uns von besonderem Interesse, denn hier schützen die deutschseitigen Deiche gleichzeitig auch niederländisches Hoheitsgebiet. Ein Deichdurchbruch auf deutscher Seite hätte große Überschwemmungen auf niederländischem Gebiet zur Folge.

Bezoekadres: Liemersweg 2, 7006 GG Doetinchem | Postadres: Postbus 148, 7000 AC Doetinchem
 Tel.: 0314-369 369 | Fax: 0314-343 258 | E-mail: waterschap@wrij.nl | Internet: www.wrij.nl | Bank: 63.67.57.331

Swiftadres: NWABNL2G | IBAN: NL68 NWAB 06367573 31 | BTW nummer: NL 805432759B01 | KvK 09212548

2. Deshalb sind wir erfreut darüber, dass Sie laut Abschnitt 5.4.11 des HWRMP Rhein NRW den Ausbau des Hochwasserschutzes von Düsseldorf bis Emmerich in der kommenden Planperiode vorantreiben wollen. ("Das Land NRW wird den Ausbau des Hochwasserschutzes in NRW weiter vorantreiben und hat dazu am 31.10.2014 mit der Bezirksregierung Düsseldorf und den Deichverbänden und Kommunen im Regierungsbezirk Düsseldorf einen Sanierungsplan für Rheindeiche verabredet. Bis Ende 2025 sollen alle Hochwasserschutzanlagen am Rhein von Düsseldorf bis Emmerich an die heutigen technischen Regeln angepasst werden, bei denen das nach derzeitigem Kenntnisstand notwendig ist (MKULNV 2014e)"). Bitte halten Sie uns über die Fortschritte bei der Ausführung des Sanierungsplans auf dem Laufenden.

3. Hinsichtlich der Auswahl zukünftiger Maßnahmen am Niederrhein, möchten wir auf die Studie "Risikoanalyse für die grenzüberschreitenden Deichringe am Niederrhein" verweisen, die wir gemeinsam mit Ihnen und anderen Mitgliedern der Arbeitsgruppe Hochwasser in den kommenden Jahren durchführen wollen. Aufgrund der Bedeutung dieser Studie für das Hochwasserrisikomanagement und für die grenzüberschreitende Zusammenarbeit, empfehlen wir, im HWRMP Rhein NRW auf diese Studie hinzuweisen.

Stellungnahme zum Entwurf des Hochwasserrisikomanagementplans für die Internationale Flussgebietseinheit Rhein, Teil A (IKSR)

Diese Stellungnahmen gleicht zum Teil der obigen Stellungnahme zum HWRMP Rhein NRW.

1. Der Entwurf des internationalen HWRMP sieht die Minderung bestehender Hochwasserrisiken vor. Dieses Ziel unterstützen wir voll und ganz. Wir vermissen jedoch eine detaillierte Analyse darüber, wo grenzüberschreitende Effekte auftreten und grenzüberschreitende (Abstimmung zu) Maßnahmen erforderlich sind. Wir bitten Sie darum, dies dem HWRM-Plan noch hinzuzufügen.

2. Wie unter 3. zum HWRMP Rhein NRW bereits erwähnt, werden wir gemeinsam mit unseren Partnern in der Arbeitsgruppe Hochwasser eine "Risikoanalyse für die grenzüberschreitenden Deichringe am Niederrhein" durchführen. Die Erwähnung der Studie darf unserer Auffassung nach auch im internationalen HWRMP Rhein nicht fehlen, da sie nicht nur inhaltlich von Bedeutung ist sondern auch als Beispiel für die gute grenzüberschreitende Zusammenarbeit dient.

3. Weiterhin vermissen wir im Maßnahmenkatalog den Punkt "Deichverstärkung". In der Grenzregion spielt dies eine große Rolle. In Abschnitt 4.4 und den Anhängen 8.1 und 8.2. gehen Sie zwar auf wasserstandssenkende Maßnahmen ein, Deichverstärkung wird als Maßnahme im HWRM-Plan jedoch nicht oder kaum erwähnt. Derzeit werden von uns und auch von deutschen Behörden bereits Deichverstärkungsmaßnahmen mit dem Ziel die grenzüberschreitenden Risiken zu reduzieren, umgesetzt. Wir bitten Sie, diese Maßnahmenkategorie - ähnlich ausgearbeitet wie die wasserstandssenkenden Maßnahmen - in den Plan aufzunehmen. Auf diese Weise kann der Hochwasserrisikomanagementplan auch als Instrument zur Überwachung des Fortschritts der grenzüberschreitenden Maßnahmen dienen.

Stellungnahmen zum Entwurf Hochwasserrisikomanagementplan für das Teileinzugsgebiet Deltarhein

1. Auch für die regionalen grenzüberschreitenden Bäche ist ein entsprechendes Hochwassermanagement wichtig, um Hochwasserrisiken im Unterliegerbereich, auf niederländischer Seite zu vermeiden. Für unseren Verwaltungsbereich, geht es im Teileinzugsgebiet Deltarhein um die folgenden Bäche: Ahauser Aa, Berkel, Schlinge, Issel und Bocholter Aa.

2. Wir sind bereits im Austausch mit den Bezirksregierungen Münster und Düsseldorf, um das Ausmaß der Hochwassergefahr von Bocholter Aa / Issel / Oude IJssel auf die flussabwärts, in den Niederlanden liegenden Bereiche zu identifizieren. Diesen Austausch möchten wir gern fortführen und auf andere deutsche Behörden und grenzüberschreitende Gewässer ausdehnen. Unserer Auffassung nach könnten in diesem Zusammenhang die Hochwasserkarten des regionalen Gewässersystems in der nächsten Planperiode überarbeitet werden.

3. Auch an der Ausarbeitung konkreter Maßnahmen zum Hochwasserrisikomanagement möchten wir uns gern beteiligen. Damit zielen wir auf das von den Bezirken Borken und Wesel geplante Hochwasserschutzkonzept Issel und die Ausarbeitung des Gewässerkonzepts "Schlinge / Bovenslinge" (gemeinsam mit der Bezirksregierung Münster) ab.

Abschließend möchten wir Ihnen mitteilen, dass die genannten Themen und Kommentare zum Teil aus unserem "Ontwerp Waterbeheerplan 2016-2021" stammen, worin in besonderem Maße auf die Zusammenarbeit mit den deutschen Wasserbehörden eingegangen wird. Selbstverständlich erhalten Sie nach der Veröffentlichung des endgültigen Bewirtschaftungsplans eine deutsche Zusammenfassung.

Wir sehen in den HWRM-Plänen eine hervorragende Grundlage, die Hochwasserrisiken in der Grenzregion sowohl im Hauptflusssystem als auch in den regionalen Gewässern gemeinsam und erfolgreich zu reduzieren. Wir freuen uns auf die weitere gute Zusammenarbeit mit Ihnen und Ihren Kollegen.

Hoogachtend,

het college van dijkgraaf en heemraden,



drs. C. Roos
secretaris-directeur



drs. H.Th.M. Pieper
dijkgraaf

Annexe 2 - Generaldirektion Wasserstraßen und Schifffahrt, Außenstellen SüdWest, Süd und West



WSV.de

**Wasser- und
Schifffahrtsverwaltung
des Bundes**

GDWS – Außenstelle Südwest -
Postfach 31 01 60 • 55062 Mainz

Vorab per Fax

IKSR
Postfach 200253
D - 56002 Koblenz

Umsetzung der Hochwasserrisikomanagement-Richtlinie

**Entwurf des Hochwasserrisikomanagementplans für die
Internationale Flussgebietseinheit Rhein, Teil A**

**Stellungnahme der Generaldirektion Wasserstraßen und Schifffahrt,
Außenstellen Südwest, Süd und West**

Generaldirektion
Wasserstraßen und
Schifffahrt
- Außenstelle Südwest -

Brucknerstraße 2
55127 Mainz

Ihr Zeichen

Mein Zeichen
3500P-141.5-WaStrG/017

19.06.2015

Dr. Katja Arnold
Telefon +49 6131 979-346
Telefax +49 6131 979-338

Zentrale +49 6131 979-0
Telefax +49 6131 979-156
ast-suedwest.gdws@wsv.bund.de
www.ast-suedwest.gdws.wsv.de

Sehr geehrte Damen und Herren,

in Umsetzung der Hochwasserrisikomanagementrichtlinie (HWRM-RL) wurde von der IKSR am 22.12.2014 der Entwurf des Hochwasserrisikomanagementplans (HWRM-Plan) für die Internationale Flussgebietseinheit Rhein, Teil A veröffentlicht, um der Öffentlichkeit Gelegenheit zur Stellungnahme zu geben.

Für die Generaldirektion Wasserstraßen und Schifffahrt, Außenstellen Südwest, Süd und West sowie der nachgeordneten Wasser- und Schifffahrtsämter gebe ich zu den Inhalten der o.g. Anhörungsunterlage folgende Stellungnahme ab:

I. Allgemeines

Ich weise zunächst darauf hin, dass diese Stellungnahme nicht das nach § 75 Abs. 1 S. 2 i.V.m. § 7 Abs. 4 S. 1 WHG erforderliche Einvernehmen der Generaldirektion Wasserstraßen und Schifffahrt, Außenstelle Südwest zum HWRM-Plan ersetzt.

Allgemein ist anzumerken, dass durch Maßnahmen nach HWRM-RL an einer Bundeswasserstraße der widmungsgemäße Zweck der Bundeswasserstraße, der für die Schifffahrt erforderliche Zustand der

Bankverbindung
Bundeskasse Trier

Deutsche Bundesbank
Konto 590 010 20
BLZ 590 000 00
IBAN DE81 5900 0000 0059 0010 20
BIC MARKDEF 1590

Seite 1 von 2



WSV.de

Wasser- und
Schiffahrtsverwaltung
des Bundes

Bundeswasserstraße und somit die Sicherheit und Leichtigkeit des Schiffsverkehrs nicht maßgeblich beeinträchtigt werden dürfen.

Weiter weise ich darauf hin, dass die Generaldirektion Wasserstraßen und Schifffahrt, Außenstellen Südwest, Süd und West zu allen im Entwurf des HWRM-Plans vorgesehenen Maßnahmen an oder mit Bezug zu Bundeswasserstraßen im weiteren Fortgang der Umsetzung der HWRM-RL ihr Einverständnis erteilen muss, soweit die Verwaltungskompetenzen des Bundes berührt sind.

II. HWRM-Plan für die Internationale Flussgebietseinheit Rhein, Teil A

S. 18:

Absatz 1, Satz 2 sollte wie folgt ergänzt werden: „Entlang des Rheinhauptstroms sind hierfür die Hochwasserzentralen der Schweiz und der Länder Baden-Württemberg, Rheinland-Pfalz (gemeinsam mit der Wasser- und Schifffahrtsverwaltung des Bundes) und der Niederlande zuständig (...)“

S. 18:

Bei der Umsetzung von wassersenkenden Maßnahmen sind negative Einflüsse auf die der Schifffahrt zur Verfügung stehende Wassertiefe zu vermeiden. Deshalb sind konkrete Maßnahmen an Bundeswasserstraßen eng mit der WSV und ihren nachgeordneten Behörden abzustimmen.

Anhang 4:

Die vorhandene Liste sollte mit der Liste aus dem „Bericht über die Bestimmung der potenziell signifikanten Hochwasserrisikogebiete in der internationalen Flussgebietseinheit Rhein“ (http://www.iksr.org/fileadmin/user_upload/Dokumente_de/Berichte/HWRM-RL-1_Bericht_01.pdf; Fußnote 16 im HWRM-Plan IKSR) auf PDF-Seite 6/ Seite 4 des Berichts ergänzt bzw. vervollständigt werden.

Im Auftrag